

ACQUISITION DE DROITS FONCIERS A GRANDE ECHELLE AU SENEGAL

Préliminaires, interrogations et pistes
d'actions

Forum Social Mondial
Dakar – 9 Février 2011



Initiative Prospective Agricole et Rurale

Plan de la présentation

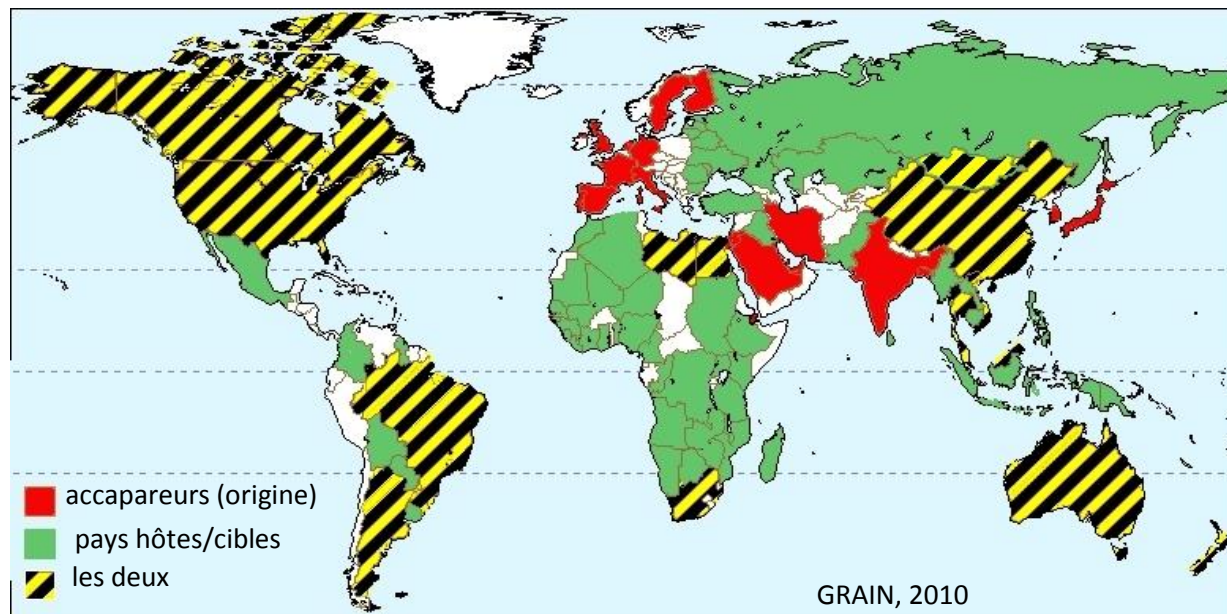
1. Facteurs de changement de la gestion foncière à l'échelle internationale
2. Enjeux liés à l'appropriation foncière à grande échelle au Sénégal
3. Que peut-on faire ?

Introduction

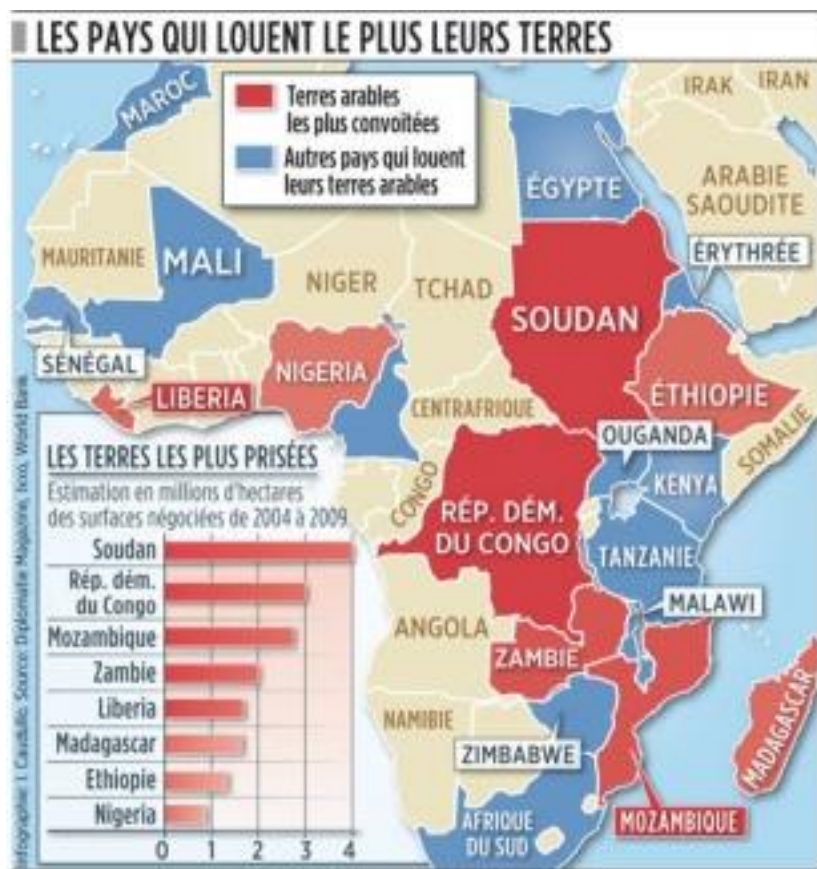
- Importance de la question foncière
- Crise alimentaire
- Besoins pour l'agriculture et l'habitat
- Sécheresse, changements climatiques
- Autosuffisance et souveraineté alimentaire
- Difficultés pour l'agriculture de faire face à ses fonctions : nourrir les populations, génération de devises, GRN, création d'emplois...

Acquisition de terres arables hors frontières

- 5 pays se distinguent: Chine, Corée du sud, Emirats arabes unis, Japon et Arabie Saoudite ; ils disposent à eux seuls de 7.6 millions d'hectares hors de leur territoire.
- Une grande partie de ces terres se trouve en Afrique (Mali, Zambie, Tanzanie, Zimbabwe, Ouganda...)



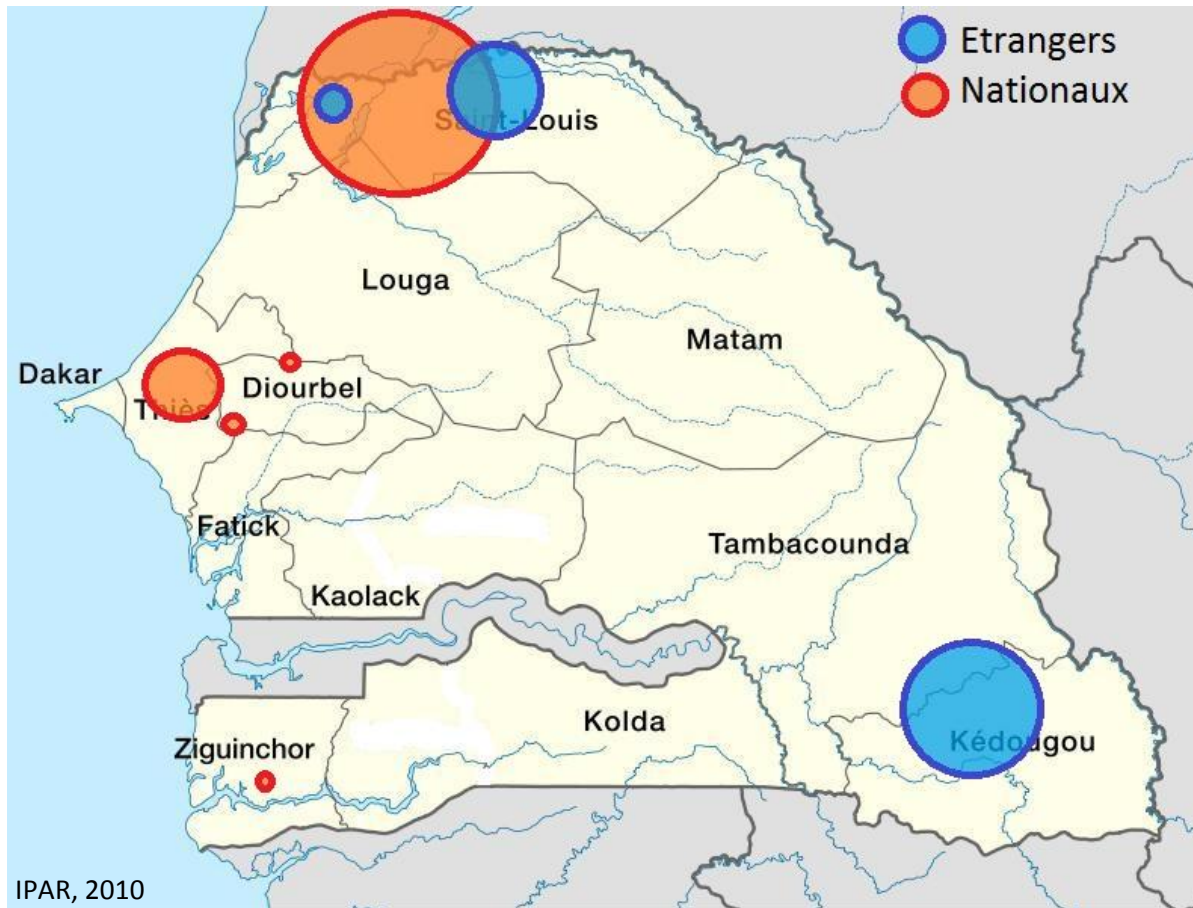
Pays ciblés en Afrique



Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Le Monde Diplomatique, 2010

Le cas du Sénégal



Le cas du Sénégal

- **Acteurs:** Etats, Privés étrangers mais aussi nationaux,
- **Stratégies d'accès:** Demande à la collectivité locale, négociation directe avec les populations locales, cumul des deux, passage par l'Etat (surtout pour les forêts classées)
- **Éléments facilitateurs:** Non ou sous exploitation des terres (pour diverses raisons), sécurisation foncière, Passage par l'APIX, environnement économique moins contraignant pour les investisseurs étrangers, etc.

Quelques exemples d'attributions à des étrangers

Régions	Localités	Donneurs	Attributaire	Superficies	Investissement
Kédougou	Saraya Bandafassi Tombronkoto	CR CR CR	Privé espagnol	80 000 ha	Tourisme
Saint-Louis	Ross béthio	CR	Privé Nigérian	40 000 ha	Canne à sucre
	Ross béthio	CR	Afrinvest	5 000 ha	Biocarburant

Caractéristiques des acquisitions foncières des étrangers

- Ces acquisitions concernent d'habitude des européens, des asiatiques (pays du golfe) et des africains.
- Elles concernent de grandes surface qui vont de 5000 ha jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'hectares.
- Les investissements peuvent être agricoles ou non agricoles (tourisme).

Quelques exemples d'attributions à des nationaux extérieurs aux CR

Régions	Localités	Donneurs	Attributaires	Superficies	Motifs
Saint-louis	Ross Béthio	CR	Invest .Privé	5 000 ha	Agriculture
	Diama (F.C)	CR	Invest .Privé	1800/2290 ha	Agriculture
	Mbane	CR	Privés/ Autorités	232 208 ha	GOANA
Ziguinchor	Kafountine	CR	Un Ministre	20 ha	GOANA
Diourbel	Ngom Ngom (Bambey)	CNRA	Une Ministre	100 ha	GOANA
Thiès	F.C Thiès et Pout	Etat	Khalifs généraux	10 000 ha	Agriculture
	Tassèt	CR	Khalif général	125 ha	Agriculture



Caractéristiques des acquisitions foncières des nationaux

- Ces acquisitions concernent des membres de l'administration, des autorités de l'Etat (GOANA), des personnes influentes (marabouts et gradés de l'armée).
- Elles existent dans presque tout le territoire mais sont plus fréquentes dans la Vallée du fleuve, le Sénégal oriental, le bassin de l'Anambé et la région de Thiès.
- Ce sont des surfaces qui atteignent au minimum 100 ha. Les investissements portent sur la création d'exploitations agricoles ou de vergers.
- Ces surfaces sont soit données par les collectivités locales ou l'Etat qui parfois déclasse des forêts.

De nouveaux dangers dans la vallée du fleuve Sénégal ?

- Des sociétés saoudiennes seraient en train de négocier le contrôle de plusieurs centaines de milliers d'hectares dans la Vallée du fleuve Sénégal (projet « Agroglobe »)
- Entreprise impliquée : Foras International Investment Company (bras financier de l'Organisation de la conférence islamique - OCI)



Etude de cas dans la communauté rurale de Diama (vallée du fleuve Sénégal)

Sociétés	Origines	Surfaces attribuées (ha)	Surfaces exploitées (ha)	Mode d'irrigation	Variétés cultivées	Destination production
S.C.L	France Maroc Angleterre	300 affectés 200 location	500	Goutte-à-goutte	Maïs doux	Angleterre
S.T.S	Italie	200 affectés	110	Goutte-à-goutte	Tomate	Italie

Emplois générés

- SCL : Contractuels (100) et journaliers (200 à 500)
 - Ouvriers, chefs d'équipe, contremaitres, tractoristes, chefs de ferme, vigiles, secrétaires
 - Pas de priorité pour les populations locales
 - Ingénieurs recrutés en Europe ou au Maroc (non disponibles sur le marché de l'emploi sénégalais ?)
- STS : 10 employés + contractuels (GIE femmes)

Retombées pour les populations

- Construction de salles de classes
- Appui à l'adduction d'eau potable à Démigine
- Emplois, transfert de technologies
- Expériences en techniques culturales
- Valorisation de terres inexploitées ou inexploitablees par les paysans locaux
- Cession future des aménagements ?
- Paiement de 5000 FCFA/ha à la CR pour bornage

Des perceptions différentes entre élus et producteurs locaux

- **Elus locaux**
 - ATGE bénéfiques et à multiplier
 - Incompréhension des populations
 - Mise en valeur de terres inexploitées
- **Producteurs**
 - Relativisation des retombées
 - Spoliation des terres
 - Dégâts environnementales et sociaux

Réactions et solutions proposées par les acteurs locaux

- Dénonciation des affectations et marches de mobilisation
- Proposition de solutions :
 - Permettre aux CR de pouvoir négocier et maximiser les retombées
 - Alléger et faciliter la régularisation des terres
 - Dédommagements ou autres contreparties
 - Appuyer les paysans dans l'exploitation de leurs terres (accès au crédit, accès aux financements des programmes d'aménagement)

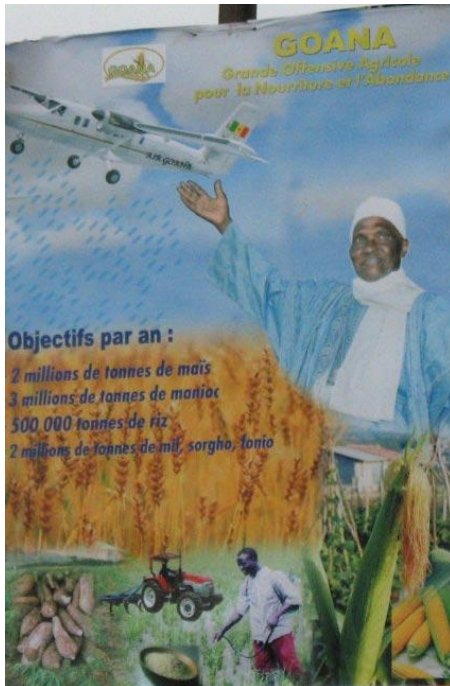
Certaines réalités occultées

- Au-delà de la « ruée vers la terre », il s'agit d'une véritable « **ruée vers l'eau** » : les zones irriguées sont les plus convoitées en Afrique de l'Ouest (zone Office du Niger, Vallée du fleuve Sénégal, etc.)
- Difficultés d'accès des femmes et des jeunes au foncier



Certaines réalités occultées

Les acquéreurs de terres sont aussi des **acteurs nationaux** :



- membres de l'administration (GOANA), personnes influentes (religieux, autres dignitaires).
- Les régions à haut potentiel sont les plus ciblées : Vallée du fleuve, Sénégal oriental, Bassin de l'Anambé et région de Thiès.
- Attribution via les collectivités locales ou l'Etat qui parfois déclasse des forêts.

Certaines réalités occultées

- Si les exploitations familiales disposaient des ressources nécessaires, elles pourraient elles-mêmes mettre en valeur les terres faisant l'objet d'acquisitions par des acteurs étrangers.
- La véritable question est de savoir quel **modèle d'agriculture** et quel système alimentaire les Etats souhaitent promouvoir.



Que peut-on faire ?

Mobilisation de la société civile

- Réalisation d'études documentées, malgré les difficultés à disposer d'informations (CNOP/Malybia, Action Aid)
- Organisation d'ateliers d'information
- Campagnes nationales et régionales de plaidoyer (Bénin, COPAGEN, Mali)
- Mobilisations paysannes
- Opinion publique naturellement contre, mais des difficultés à faire porter le débat sur les réformes agraires



Que peut-on faire?

Encadrement des transactions par les Etats:



- Constitution de registres nationaux des investissements (Australie),
- Révision agraire avec restriction ventes aux étrangers (Bolivie),
- Amendement à constitution pour interdire les acquisitions par des étrangers (Brésil),
- Réglementation sur démonstration intérêt acquisitions pour pays (Nouvelle-Zélande),
- Interdiction vente de terres à étrangers (Uruguay)

Les pays africains sont en retard par rapport à ceux des autres continents !

Que peut-on faire?

Des politiques foncières promues au niveau des organisations économiques régionales :

- cadre régional pour l'élaboration de politiques convergentes dans l'espace CEDEAO,
- mise en place d'un observatoire régional du foncier en Afrique de l'Ouest par l'UEMOA, etc.



Des propositions de « chartes » des investissements responsables :

- « code de conduite » de BM, FAO, CNUCED, FIDA,
- label « Agro Investissements Responsables » pour les entreprises privées, etc.

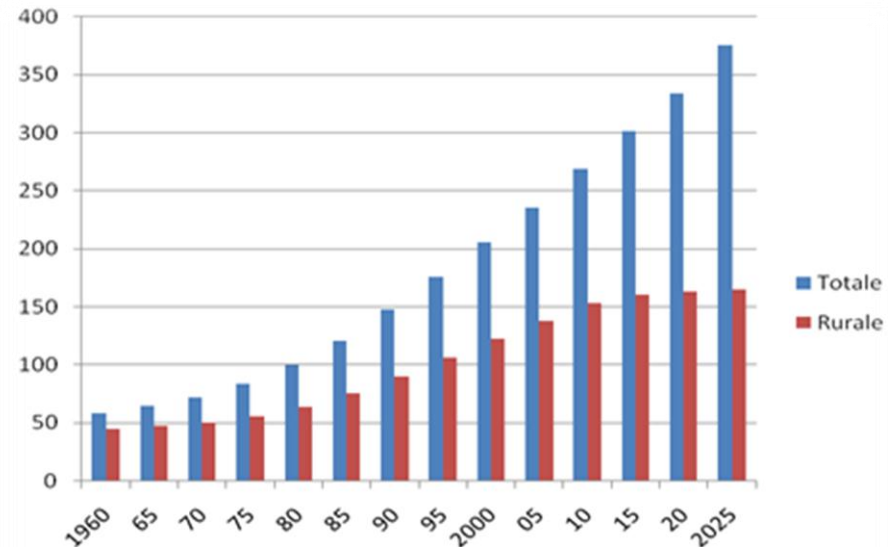


Que peut-on faire ?

Analyses prospectives de la recherche :

- Réalisation d'études sur les acquisitions et les stratégies d'acteurs,
- Analyse des dynamiques sur le long terme (conséquences socio-économiques pour le pays),
- Propositions de réforme des politiques publiques.

Cohorte de jeunes arrivant chaque année sur le marché de l'emploi



Source: UNDP, 2009

Que peut-on faire ?

Amélioration de la gestion locale du foncier :

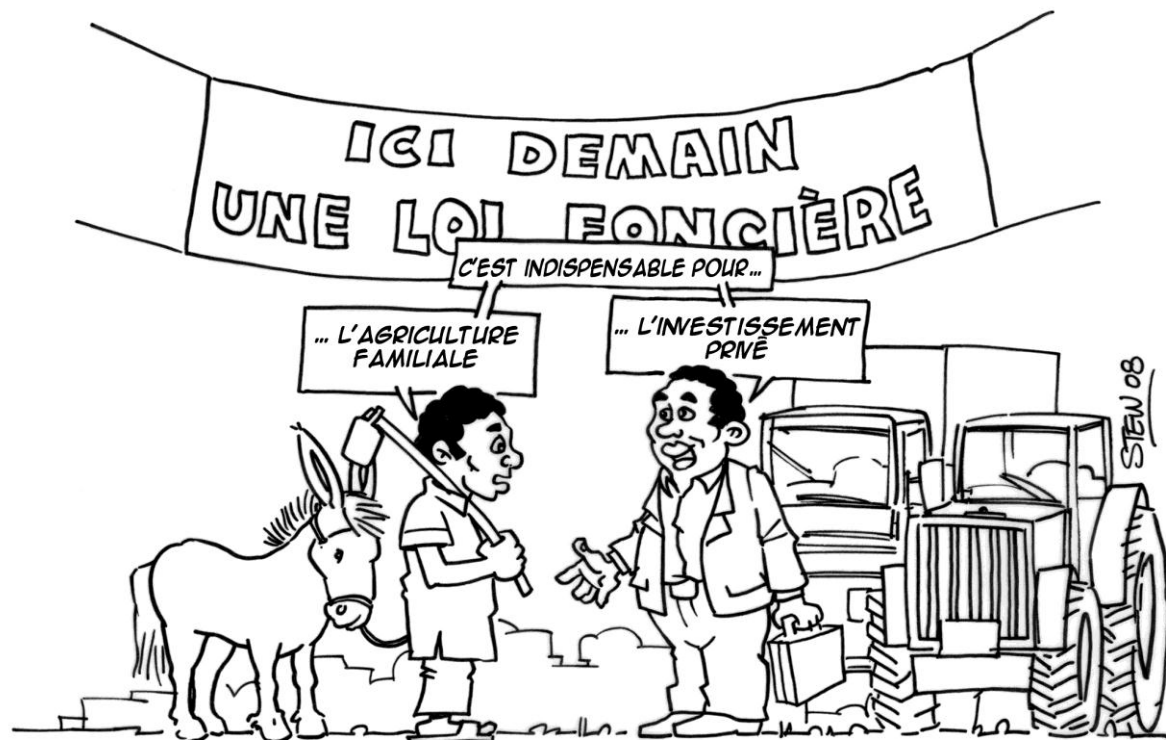
- Formation des élus;
- Association des populations aux délibérations (commissions domaniales élargies);
- Amélioration des outils de gestion foncière (registres, cadastres);
- Animation d'espaces de concertation locale (POAS);
- Mis en place d'une fiscalité locale, etc.

Propositions pouvant alimenter la réflexion sur la réforme foncière



Que peut-on faire?

Mettre en place des **politiques foncières** qui sécurisent les **droits des exploitations familiales** et préservent les **ressources naturelles**



Que peut-on faire?

Mais aussi mettre en œuvre des **politiques agricoles et commerciales** ambitieuses, cohérentes et concertées

Pour permettre aux **exploitations familiales** de se développer et de se moderniser

Pour atteindre la **souveraineté alimentaire**

Pour aller vers un **aménagement durable du territoire.**



Merci de votre attention

www.ipar.sn



Initiative Prospective Agricole et Rurale